AFGHANISTAN

Hamid Karzaï accuse les services pakistanais de la violence dans son pays

Le président afghan Hamid Karzaï a violemment dénoncé hier les services de renseignement pakistanais, qu'il a accusés d'être «responsables de la violence, des meurtres et de la destruction» en Afghanistan.

Cette déclaration très forte s'inscrit dans un contexte de tensions accrues entre les deux pays voisins, et alors que les violences s'intensifient en Afghanistan depuis plusieurs semaines.

«Nous savons qui a tué des innocents commerçants, des étudiants et des policiers en Orouzgan, nous savons qui a tué deux femmes opprimées à Ghazni, nous savons qui a martyrisé des habitants de Kaboul», a affirmé le président afghan dans un communiqué.

«Nous avons prévenu le gouvernement du Pakistan et le monde et cela sera désormais répété par chaque membre de la nation afghane : la violence, les meurtres, les destructions qui affectent l'Afghanistan sont perpétrés par les services de renseignement pakistanais», a-t-il poursuivi. «Nous ne cesserons de le répéter jusqu'à ce que nous les chassions hors de notre pays», a-t-il conclu.

Hamid Karzaï faisait référence à plusieurs récentes attaques, notamment un attentat suicide qui a tué 24 personnes dans la province d'Orouzgan (sud), l'assassinat revendiqué par les talibans de deux femmes accusées de travailler pour la police dans la province de Ghazni (centre) et un attentat suicide visant l'ambassade d'Inde qui a tué 41 personnes à Kaboul le 7 juillet.

Neuf soldats américains ont aussi été tués dimanche au cours de la journée la plus meurtrière de l'année pour les forces internationales, en résistant à l'assaut de centaines d'insurgés, dont de nombreux Pakistanais selon les autorités afghanes, dans la province de Kunar, à la frontière avec le Pakistan. Les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan, deux pays voisins, sont tendues depuis des années, les autorités afghanes accusant Islamabad de ne pas faire suffisamment d'efforts pour empêcher des talibans afghans et des combattants d'Al-Qaïda de pénétrer en Afghanistan. Le 15 juin, Hamid Karzaï avait adressé une sévère mise en garde au Pakistan, revendiquant le droit «au nom de la légitime défense», d'aller y «détruire les repaires de terroristes» et se posant en défenseur de la communauté pachtoune présente des deux côtés de la frontière.

Les zones tribales pakistanaises abritent plusieurs groupes fondamentalistes armés, dont certains ont engagé des négociations avec le nouveau gouvernement en place à Islamabad. Mais dans le même temps, ils ont promis de poursuivre le jihad (la guerre sainte) en Afghanistan, ce qui exaspère Kaboul.

Le Pakistan, de son côté, estime que Kaboul et les forces internationales, incapables de vaincre les talibans en Afghanistan, sont à l'origine de leur repli en territoire pakistanais et des violences qui ensanglantent le Pakistan.

Les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis se sont également récemment tendues, à propos de l'Afghanistan, après des frappes aériennes américaines visant des insurgés en territoire pakistanais, qui ont tué onze de ses soldats, selon Islamabad.

Les talibans s'étaient progressivement emparés du pouvoir en Afghanistan dans les années 1990, avec l'aide des services de renseignement pakistanais. Ils mènent une insurrection meurtrière depuis qu'ils ont été renversés fin 2001 par une coalition menée par les Etats-Unis. Les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans malgré la présence de 70 000 soldats de deux forces multinationales, l'une de l'Otan, l'autre sous commandement américain (Operation Enduring Freedom).

SUITE À UNE MÉDIATION ALLEMANDE

Israël et le Hezbollah sur le point d'échanger des prisonniers

Israël et le puissant mouvement chiite libanais Hezbollah, un allié de l'Iran, s'apprêtent à échanger à partir de mercredi des détenus, à la suite d'une médiation allemande mandatée par les Nations unies.

Une cérémonie d'échange doit se dérouler à partir de mercredi matin à la frontière israélo-libanaise, entre Naqoura au Liban et Rosh Hanikra en Israël.

Les Israéliens, via le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) remettront au Hezbollah cinq détenus libanais, en échange de deux soldats israéliens, Ehud Goldwasser et Eldad Regev, présumés morts par le gouvernement israélien.

L'enlèvement le 12 juillet 2006 par le Hezbollah de ces deux militaires en territoire israélien, conjugué à une pluie de roquettes initiée par la milice chiite contre le nord d'Israël, avait déclenché un conflit armé de 34 jours. Hier, une commission réunissant des responsables des divers services du Renseignement israélien examinait la teneur du rapport du Hezbollah sur le sort du navigateur israélien Ron Arad, porté disparu depuis 1986, a indiqué à l'AFP un haut responsable du ministère israélien de la Défense. Les conclusions de cette commission devaient être remises au Premier ministre israélien Ehud Olmert, dès son retour hier soir de Paris, où il a participé au lancement de l'Union pour la Méditerranée.

Une réunion spéciale du gouvernement israélien est prévue aujourd'hui dans la matinée pour entériner l'accord d'échange dont l'application débutera mercredi.

Le président Shimon Perès doit de son côté octroyer sa grâce aux détenus libanais concernés. Selon les formalités prévues par l'accord sur cet échange, conclu par le médiateur allemand désigné par les Nations unies Gerhard Konrad, les détenus libanais doivent être remis au CICR, au poste frontière de Rosh Hanikra. Les deux soldats israéliens, ou leurs corps, seront aussi remis au CICR avant leur identification par les autorités israéliennes.

Israël doit également transférer au Liban les corps de près de 200 combattants du Hezbollah et de Palestiniens en vertu de cet accord. Lorsque les deux soldats israéliens seront officiellement identifiés, leurs proches auront la possibilité de se recueillir à Rosh Hanikra. Côté libanais, le Hezbollah a entamé hier à Baqoura les derniers préparatifs pour accueillir en grande pompe prisonniers et dépouilles. Les prisonniers seront ensuite transférés par avion à Beyrouth où ils seront notamment accueillis par le président Sleimane avant une grande célébration en leur honneur dans la banlieue sud, fief du Hezbollah, a indiqué à l'AFP un responsable de la sécurité. Les détenus libanais ont d'ores et déjà été regroupés hier à la prison israélienne Hadarim, près de Tel-Aviv, en vue de l'échange, a indiqué un porte-parole, des autorités pénitentiaires, Ian Domnitz.

Les quatre prisonniers, Khodr Zaidane, Maher Kourani, Mohammad Sorour et Hussein Sleimane, capturés durant la guerre du Liban à l'été 2006, étaient détenus à la prison de Achmoret et ont rejoint celle de Hadarim (nord de Tel-Aviv), où est détenu le doyen des prisonniers libanais en Israël, Samir Kantar. Ce dernier, membre du Front de libération de Palestine (FLP), a été condamné le 28 janvier 1980 à cinq peines de prison à vie et 47 ans additionnels, selon le ministère israélien de la Justice. Pour Eytan Haber, ancien conseiller du Premier ministre Yitzhak Rabin, «l'échange n'affaiblira en rien notre force de dissuasion face au Hezbollah. Mais ils continueront d'enlever nos soldats et nous continuerons d'en payer le prix».

«Nos ennemis, affirme-t-il, savent que nous sommes prêts à payer un prix beaucoup élevé. Mais nos soldats savent que si quelque chose leur arrive nous ferons tous les efforts possibles pour les ramener à la maison.»

IRAN

Deux dirigeants étudiants proches des réformateurs arrêtés à Téhéran

Deux dirigeants étudiants iraniens proches des réformateurs ont été arrêtés et placés en détention dans la prison d'Evine, à Téhéran, lors d'un nouveau coup de filet consécutif aux commémorations des manifestations étudiantes du 9 juillet 1999, ont rapporté hier des journaux iraniens.

Mohammad Hashemi et Bahareh Hedayat, qui ont été arrêtés dimanche, sont tous les deux membres du conseil central du Bureau de la consolidation de l'unité (BCU), principale organisation étudiante proche des réformateurs, selon le journal *Etemad*. Selon une source judiciaire citée par l'agence officielle Irna, les deux étudiants ont été arrêtés parce qu'ils «sont accusés de liens avec des groupes clandestins et contre-révolutionnaires basés à l'étranger».

«Leur arrestation n'est pas liée à leurs activités d'étudiants», indique la source s'exprimant sous le couvert de l'anonymat.

Au moins 18 étudiants iraniens ont été arrêtés dans tout le pays depuis le 9 juillet, affirme le quotidien *Kargozaran*. Les autres arrestations ont eu lieu dans la ville de Mashhad (nord-est) et dans les provinces du Sistan-Balouchistan (sud-est) et de Téhéran. Chaque année, des étudiants iraniens commémorent le 9 juillet les affrontements de 1999, les plus graves entre forces de l'ordre iraniennes et étudiants depuis la création de la République islamique en 1979.

Les manifestations du 9 juillet 1999 avaient suivi la répression de protestations dans l'Université de Téhéran, lorsque des miliciens avaient pourchassé des étudiants jusque dans leurs dortoirs. Des dizaines d'étudiants avaient été blessés. Hashemi, Hedayat et d'autres étudiants avaient déjà été arrêtés en juillet 2007 pour avoir organisé un rassemblement contre le placement en détention d'étudiants de l'université Amir Kabir de Téhéran, un des foyers de la contestation étudiante en Iran. C'est dans cette même université que le président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad avait été chahuté en prononçant un discours en 2006.

«GÉNOCIDE» AU DARFOUR

Le gouvernement soudanais rejette la décision du procureur de la CPI

Le gouvernement soudanais a catégoriquement rejeté la décision hier du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) d'émettre un mandat d'arrêt contre le président Omar al-Bachir pour «génocide» au Darfour (ouest du Soudan) brandissant la menace d'une «réaction» si cette affaire était soumise à l'Onu.

Dès l'annonce de la demande du procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo, le porte-parole du gouvernement soudanais Kamel Obeid a exprimé le rejet de son pays de «toute décision de la CPI», affichant la détermination de Khartoumd'agir «si la Cour transmet l'affaire aux Nations unies», sans plus de précisions. Le procureur de la CPI, le seul tribunal permanent pour juger les auteurs de crimes de guerre, contre l'humanité et de génocide, a présenté hier aux juges des éléments de preuve qui démontrent que le président du Soudan, Omar Hassan Ahmad al-Bachir, «a commis des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre au Darfour».

Selon un communiqué de la CPI, l'accusation a demandé la délivrance d'un mandat d'arrêt» contre le président al-Bachir. Il s'agit de la première demande d'arrestation d'un chef d'Etat en exercice pour le traduire devant la CPI. Le gouvernement soudanais a auparavant réfuté ces accusations et exprimé son rejet catégorique de toute décision sur ce sujet, mettant en garde contre des menaces aux efforts en cours pour instaurer la paix au Darfour, en conflit armé depuis cinq ans. A la veille de l'annonce du procureur de la CPI, le gouvernement soudanais s'est réuni d'urgence pour préparer la riposte alors que son ministre des Affaires étrangères a averti que toute mesure de la CPI contre le président al-Bachir pouvait «détruire le processus de paix» au Darfour et prévenu que le pays pourrait basculer dans le «chaos». A l'issue de cette réunion, le Soudan s'est porté garant de la sécurité des étrangers qui se trouvent dans le pays dans les différentes organisations diplomatiques rassurant qu'«ils ne subiront aucune pression des citoyens soudanais». Dans le même contexte, le Soudan a annoncé samedi avoir demandé la tenue d'une réunion extraordinaire de la Ligue arabe. Il a par ailleurs convoqué les ambassadeurs en poste à Khartoum, leur indiquant qu'il assurerait la protection des étrangers, mais qu'il répondrait «politiquement» à toute accusation venant de la CPI.

En outre, des membres du parti du président al-Bachir (le Congrès national) et du Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM, ex-rebelles faisant partie du gouvernement) ont enchaîné les réunions, tout comme les partis d'opposition en vue, ont-ils souligné, de préparer «une nation soudanaise unie» pour faire face à ce qui va venir de La Haye.

Pour rappel, la CPI a déjà émis deux mandats d'arrêt contre des responsables soudanais impliqués dans le conflit du Darfour pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, mais Omar al-Bachir a toujours refusé de les remettre à la Cour.

Depuis 2003, les forces gouvernementales luttent contre des mouvements rebelles du Darfour. Le conflit aurait fait, selon les autorités soudanaises, quelque 9 000 morts. Dans une réaction immédiate à la décision du procureur de la CPI, le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a appelé la Cour à ne pas donner de suite favorable à la demande d'inculpation pour génocide à l'encontre du président al-Bachir. Pour le CCG, qui regroupe l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar, une inculpation du président soudanais «ne servira pas les efforts déployés pour régler la crise au Darfour et assurer la stabilité au Soudan».

Le CCG a en outre estimé que la demande du procureur de la CPI est «une immixtion dans les affaires internes d'un pays car le président soudanais élu incarne la légitimité» de l'Etat soulignant que «tout en respectant la légalité internationale, les Etats du CCG sont soucieux de l'unité et de la stabilitédu Soudan». Sur le plan international, l'ONU avait relevé le niveau d'alerte pour son personnel travaillant au Darfour, notamment au sein de la force mixte Onu-Union africaine (Minuad) chargée du maintien de la paix tandis que son secrétaire général Ban Ki-moon s'est dit «préoccupé». Ainsi, M. Ban a mis en garde contre des répercussions négatives «très sérieuses» sur l'opération de maintien de la paix, y compris le processus politique à propos de l'inculpation du président soudanais. Pour sa part, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a, par la voix de son secrétaire général, exprimé sa «profonde inquiétude» au sujet d'une mise en cause de dirigeants soudanais, dont le président al-Bachir, pour des crimes au Darfour mettant en garde contre «les graves conséquences pour la paix fragile au Darfour» qu'une telle mesure prise par la CPI pourrait avoir.